

# Le scandale : 200 milliards de dépenses publiques à économiser chaque année !



Un gouvernement responsable sous la présidence d'un homme d'État courageux serait à même d'intervenir sur un montant global de 400 milliards d'euros de dépenses publiques gaspillées en France tous les ans, et de pouvoir en économiser assez rapidement la moitié, soit une économie annuelle potentielle de 200 milliards d'euros ! Il faut savoir que l'État intervient non seulement sur les dépenses *stricto sensu* du budget de l'État, mais aussi sur toutes les dépenses publiques des collectivités locales et de la Sécurité sociale, soit environ un montant énorme de 1500 milliards d'euros.

Quelles seraient ces dépenses à économiser par ordre d'importance ? Tout d'abord l'immigration extra-européenne : coût 83 milliards d'euros selon les divers chiffreages de Polémia, puis la sur-administration avec 2 millions en France de fonctionnaires en trop, soit, selon Agnès Verdier-Molinié,

un surcoût de 84 milliards par rapport à la moyenne européenne et de 97 milliards d'euros par rapport à l'Allemagne ; la France a 5,6 millions de fonctionnaires, alors qu'il n'y en a seulement 3,6 millions en Allemagne. À titre indicatif, le passage de la retraite à 65 ans et la suppression des régimes spéciaux, si l'on s'en tient aux déficits actuels des caisses de retraites et aux subventions annuelles de l'État, représenterait une économie annuelle d'environ 50 milliards d'euros.

Viennent s'ajouter ensuite à ces premiers 200 milliards d'euros de dépenses publiques gaspillées indiquées dans le paragraphe précédent les 200 autres milliards d'euros suivants de dépenses publiques gaspillées : la fraude sociale de 47 milliards d'euros (17 milliards pour les cotisations sociales et 27 milliards pour les prestations selon Charles Prats et Polémia), un bon tiers des 42 milliards versés aux associations telles que SOS Racisme et SOS Méditerranée, la fraude fiscale (15 milliards), le financement clientéliste par les collectivités locales (15 milliards d'euros), le coût monstrueux de la SNCF (en 2015 selon Christian Gerondeau 8 milliards de recettes commerciales et 14 milliards d'euros de subventions publiques), le coût des 35 heures (12 milliards d'euros à l'origine, aujourd'hui transféré dans la diminution des charges sociales), la contribution nette à l'UE (10 milliards d'euros), le coût annuel de la transition énergétique et du soi-disant réchauffement climatique par l'homme (10 milliards d'euros), les aides aux médias bien-pensants de la presse écrite et de l'audiovisuel ( 5,6 milliards d'euros ), les subventions aux syndicats (4 milliards d'euros, nonobstant le coût vertigineux difficilement chiffrable par l'INSEE d'environ 100 milliards d'euros de l'économie informelle (travail au noir, contrebande alcool et tabac, narcotrafic et prostitution)

La totalité des dépenses publiques gaspillées représente donc 400 milliards d'euros minimum. Si l'on en économisait

seulement la moitié, cela représenterait 200 milliards d'euros. Si depuis 40 ans la France avait économisé 200 milliards d'euros par an, elle n'aurait aujourd'hui aucune dette (100 milliards d'euros d'économie par an aurait en effet évité la dette publique actuelle de 2800 milliards d'euros) et aurait pu investir chaque année 100 milliards d'euros dans les investissements d'avenir (soit plus de 3 fois, chaque année, les fameux 30 milliards d'euros d'investissements d'avenir étalés sur 10 ans du Président manipulateur Macron, à emprunter de surcroît). Cette France courageuse, travailleuse, patriote, libérale-conservatrice, non décadente aurait été la suite de celle de Charles de Gaulle et du Président Pompidou qui aurait dépassé l'Allemagne ! C'est cette France -là qu'il nous faut rebâtir demain avec Éric Zemmour ! (1)

### **Marc Rousset**

(1) Texte inspiré de : Marc Rousset – « Comment sauver la France/Pour une Europe des nations avec la Russie » – Chapitre XIX